

B.22. Der dritte Klagegrund ist unbegründet.

Aus diesen Gründen:

Der Gerichtshof

- erklärt Artikel 232 Nrn. 4 und 5 und Artikel 233 Nrn. 7 und 8 der Ordonnanz der Region Brüssel-Hauptstadt vom 30. November 2017 « zur Reform des Brüsseler Raumordnungsgesetzbuches und der Ordonnanz vom 5. Juni 1997 über die Umweltgenehmigungen und zur Abänderung verwandter Rechtsvorschriften » für nichtig;

- weist die Klage im Übrigen zurück.

Erlassen in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, am 21. Januar 2021.

Der Kanzler,
P.-Y. Dutilleux

Der Präsident,
F. Daoût

COUR CONSTITUTIONNELLE

[2021/200533]

Extrait de l'arrêt n° 11/2021 du 28 janvier 2021

Numéro du rôle : 6872

En cause : le recours en annulation des articles 2, 7° et 8°, et 6, 6°, 7° et 10°, de l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 juillet 2017 « fixant les règles de répartition de la dotation générale aux communes et aux CPAS de la Région de Bruxelles-Capitale à partir de l'année 2017 », introduit par la commune de Berchem-Sainte-Agathe.

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents F. Daoût et L. Lavrysen, et des juges J.-P. Moerman, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, T. Giet, R. Leysen, J. Moerman, M. Pâques et Y. Kherbache, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux, présidée par le président F. Daoût,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet du recours et procédure*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 7 mars 2018 et parvenue au greffe le 9 mars 2018, la commune de Berchem-Sainte-Agathe, assistée et représentée par Me J. Bourtembourg et Me F. Belleflamme, avocats au barreau de Bruxelles, a introduit un recours en annulation des articles 2, 7° et 8°, et 6, 6°, 7° et 10°, de l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 juillet 2017 « fixant les règles de répartition de la dotation générale aux communes et aux CPAS de la Région de Bruxelles-Capitale à partir de l'année 2017 » (publiée au *Moniteur belge* du 14 septembre 2017).

(...)

II. *En droit*

(...)

B.1. L'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 juillet 2017 « fixant les règles de répartition de la dotation générale aux communes et aux CPAS de la Région de Bruxelles-Capitale à partir de l'année 2017 » énonce les règles selon lesquelles le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale alloue chaque année le « crédit budgétaire de la dotation générale aux communes destinée à assurer le financement général des communes de la Région de Bruxelles-Capitale » (article 3, alinéa 1^{er}, de ladite ordonnance).

B.2.1. L'article 6 de l'ordonnance du 27 juillet 2017 dispose :

« Conformément à l'article 5, le crédit est réparti entre les communes sur la base des proportions et des indicateurs suivants :

[...]

6° à concurrence de 1/105e en fonction d'une clé de répartition dépendant du nombre de places en crèches par commune.

Pour chaque commune « c », le nombre de places en crèches communales rapporté à la population âgée de moins de 3 ans à la date de comptage de la population la plus proche définit un indicateur relatif ' crèches '.

La clé de répartition entre communes basée sur cet indicateur se calcule pour chaque commune ' c ' de la manière suivante :

$$Part_c = \frac{(Crèches_c)^2 \cdot Pop_c}{\sum_{k=1}^{19} \{(Crèches_k)^2 \cdot Pop_k\}}$$

7° à concurrence de 4/105e en fonction d'une clé de répartition dépendant de la population scolaire par commune.

Pour chaque commune ' c ', la population scolaire de l'année scolaire prise en compte rapportée à la population âgée de 3 ans à 17 ans de l'année civile correspondant à la seconde année de l'année scolaire prise en compte définit un indicateur relatif ' écoles '.

La clé de répartition entre communes basée sur cet indicateur se calcule pour chaque commune ' c ' de la manière suivante :

$$Part_c = \frac{(Ecoles_c)^2 \cdot Pop_c}{\sum_{k=1}^{19} \{(Ecoles_k)^2 \cdot Pop_k\}}$$

[...]

10° à concurrence de 15/105e en fonction d'une clé de répartition se basant sur la densité de population corrigée.

Pour chaque commune ' c ', la densité de population corrigée ($Dens_pop_cor$) se calcule comme suit :

$$Dens_pop_cor_c = \frac{Pop_c}{Sup_cor_c}$$

Cette clé articule un critère d'éligibilité et un critère de répartition entre communes éligibles.

Sont éligibles les communes dont la densité de population corrigée est supérieure à 75 % de la moyenne de ces densités de population corrigées pour les 19 communes.

Sont donc éligibles les communes c pour lesquelles :

$$Dens_pop_cor_c > 0,75 \cdot Dens_pop_cor_{moy}$$

Les autres communes se voient attribuer un crédit nul pour l'indicateur de la densité de population corrigée.

Pour les communes éligibles, la clé de répartition se calcule au prorata de la densité de population corrigée, affectée d'un coefficient communal ($coef_com$) dépendant de la superficie corrigée de la manière suivante :

- a) 0,3 si la superficie corrigée de la commune est inférieure à 1 kilomètre carré;
- b) 0,5 si elle est égale ou supérieure à 1 kilomètre carré, mais inférieure à 2 kilomètres carrés;
- c) 1 si elle est égale ou supérieure à 2 kilomètres carrés, mais inférieure à 7 kilomètres carrés;
- d) 1,5 si elle est égale ou supérieure à 7 kilomètres carrés.

La clé de répartition entre communes basée sur cet indicateur se calcule pour chacune des z communes éligibles ' c_{ei} ' de la manière suivante :

$$Part_{c_ei} = \frac{Dens_pop_cor_{c_ei} \cdot Coef_com_{c_ei}}{\sum_{k=1}^z \{Dens_pop_cor_k \cdot Coef_com_k\}}$$

».

B.2.2. L'article 2 de l'ordonnance du 27 juillet 2017 dispose :

« Pour l'application de la présente ordonnance conjointe, il y a lieu d'entendre par :

1° Population : population de droit telle que publiée annuellement au *Moniteur belge* par le Service Public fédéral Économie, PME, classes moyennes et énergie;

2° Population de X ans à Y ans : population âgée de X ans révolus à Y ans révolus à la date de comptage de cette même population;

3° Pop c : population de la commune c;

[...]

7° Superficie corrigée : superficie de la commune concernée [de] laquelle on a soustrait la superficie des secteurs statistiques (tels que fixés à l'Annexe I) peu denses. La superficie corrigée (sup_cor) en km² prise en compte est donnée dans le tableau suivant :

Commune	Superficie corrigée (km ²)
Anderlecht	14,00656
Auderghem	4,32838
Berchem-Sainte-Agathe	2,94958
Ville de Bruxelles	19,60526
Etterbeek	3,09439
Evere	3,80189
Forest	3,77359
Ganshoren	1,85333
Ixelles	6,07832
Jette	3,83757
Koekelberg	0,98982
Molenbeek-Saint-Jean	5,16172
Saint-Gilles	2,2815
Saint-Josse-ten-Noode	1,0191
Schaerbeek	7,50272
Uccle	17,31068
Watermael-Boitsfort	4,55678
Woluwe-Saint-Lambert	7,22484
Woluwe-Saint-Pierre	7,28851

8° Crèches communales : lieux d'accueil de la petite enfance (crèches ou accueillantes) reconnus par Kind en Gezin ou l'Office de la Naissance et de l'Enfance et organisés directement par la commune ou via une ASBL communale ou du CPAS;

[...]

11° K : indice de la somme des termes successifs des communes;

[...] ».

B.2.3. L'annexe I de l'ordonnance du 27 juillet 2017 est intitulée « Liste des secteurs statistiques correspondant à la subdivision territoriale la plus petite déterminée par la direction générale Statistique et information économique du Service public fédéral Economie, Petites et moyennes entreprises, Classes moyennes et Energie ».

Elle se présente sous la forme d'un tableau listant, pour chacune des dix-neuf communes de la Région de Bruxelles-Capitale, des secteurs et, pour chacun de ces secteurs, un code, le numéro du « quartier » auquel ils appartiennent et la superficie en kilomètres carrés.

B.2.4. Les « superficies corrigées » mentionnées pour chaque commune dans le tableau figurant à l'article 2, 7°, de l'ordonnance du 27 juillet 2017, reproduit en B.2.2, résultent de l'addition des superficies des secteurs statistiques de chaque commune repris dans le tableau de l'« annexe I » de l'ordonnance.

Quant à la recevabilité du recours

B.3. Lorsqu'un recours en annulation est introduit à la Cour par une personne morale, celle-ci doit, en principe, pouvoir produire la preuve que la décision d'introduire ce recours a été prise par l'organe compétent (article 7, alinéa 3, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle). Cette règle a pour but de permettre à la Cour et aux parties de vérifier si le recours a été introduit régulièrement.

B.4. L'article 270, alinéas 1^{er} et 2, de la Nouvelle loi communale, qui reste applicable aux communes de la Région bruxelloise, disposait, avant l'entrée en vigueur de l'article 80 de l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 17 juillet 2020 « modifiant la Nouvelle loi communale » :

« Le collège des bourgmestre et échevins [...] intente les actions en référé et les actions possessoires; il fait tous actes conservatoires ou interruptifs de la prescription et des déchéances.

Toutes autres actions dans lesquelles la commune intervient comme demanderesse ne peuvent être intentées par le collège qu'après autorisation du conseil communal ».

B.5. La commune requérante a utilement joint à sa requête copies d'une délibération de son conseil communal du 7 septembre 2017 et d'une délibération de son collège des bourgmestre et échevins du 12 septembre 2017.

Il ressort du premier document que le conseil communal a autorisé le collège précité à introduire un recours en annulation de l'ordonnance du 27 juillet 2017. Il ressort du second document que le collège des bourgmestre et échevins a décidé d'introduire ce recours.

La circonstance que les motifs mentionnés dans la délibération du conseil communal concernent exclusivement les règles énoncées aux articles 2, 7°, et 6, 10°, de cette ordonnance n'est pas de nature à limiter à ces dispositions la portée de l'autorisation donnée au collège par le conseil.

B.6. En ce qu'il a pour objet l'article 2, 8°, et l'article 6, 6° et 7°, de cette ordonnance, le recours en annulation ne saurait donc être déclaré irrecevable au motif que le collège des bourgmestre et échevins de la commune requérante n'aurait pas été autorisé à demander à la Cour au nom de cette commune l'annulation de ces dispositions.

Quant à la compétence de la Cour

B.7. Le premier moyen est pris de la violation, entre autres, des articles 33, 105 et 108 de la Constitution.

B.8. En vertu de l'article 142, alinéa 2, de la Constitution et de l'article 1^{er} de la loi spéciale du 6 janvier 1989, la Cour est compétente pour statuer sur les recours en annulation d'une règle visée à l'article 134 de la Constitution pour cause de violation des règles qui sont établies par la Constitution ou en vertu de celle-ci pour déterminer les compétences respectives de l'autorité fédérale, des communautés et des régions et pour cause de violation des articles du titre II (« Des Belges et de leurs droits ») et des articles 143, § 1^{er}, 170, 172 et 191 de la Constitution.

B.9.1. L'article 33 de la Constitution dispose :

« Tous les pouvoirs émanent de la Nation.

Ils sont exercés de la manière établie par la Constitution ».

L'article 105 de la Constitution dispose :

« Le Roi n'a d'autres pouvoirs que ceux que lui attribuent formellement la Constitution et les lois particulières portées en vertu de la Constitution même ».

L'article 108 de la Constitution dispose :

« Le Roi fait les règlements et arrêtés nécessaires pour l'exécution des lois, sans pouvoir jamais ni suspendre les lois elles-mêmes, ni dispenser de leur exécution ».

B.9.2. Aucune des dispositions constitutionnelles précitées n'énonce une règle ayant pour objet de déterminer les compétences respectives de l'autorité fédérale et des entités fédérées.

La Cour n'est donc pas compétente pour statuer sur le respect des règles qu'elles énoncent.

B.10. En ce que le premier moyen est pris de la violation des articles 33, 105 et 108 de la Constitution, le recours est irrecevable.

Quant à la recevabilité du troisième moyen

B.11. En vertu de l'article 6 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, pour être recevable, un moyen doit, entre autres, exposer en quoi la disposition attaquée serait incompatible avec la règle dont la violation est alléguée.

B.12. Dans les développements du troisième moyen, il n'est pas exposé en quoi l'article 6, 7°, de l'ordonnance du 27 juillet 2017 serait incompatible avec les articles 10 et 11 de la Constitution, lus en combinaison avec le principe de la sécurité juridique.

B.13. En ce que ce moyen est pris de la violation de ces règles, il est irrecevable.

Quant à la recevabilité du mémoire complémentaire

B.14. Par une ordonnance du 23 septembre 2020, la Cour a invité la commune requérante à introduire un mémoire complémentaire, le 29 octobre 2020 au plus tard, et à communiquer cet écrit dans le même délai au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et au Collège réuni de la Commission communautaire commune.

B.15. La commune requérante a confié le pli contenant ledit mémoire aux services postaux le 28 octobre 2020. La Cour l'a reçu le 29 octobre 2020.

Il ressort d'une pièce produite par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et par le Collège réuni de la Commission communautaire commune que ce mémoire ne leur a été communiqué par la partie requérante que par un envoi électronique du 30 octobre 2020. Ce mémoire n'a donc pas été communiqué au Gouvernement et au Collège dans le délai fixé par la Cour, dans l'ordonnance du 23 septembre 2020.

B.16. L'article 86 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, tel qu'il a été remplacé par l'article 24 de la loi spéciale du 4 avril 2014, dispose :

« Les mémoires visés aux articles 71, alinéa 2, 72, alinéa 2, 85, 87 et 89, qui n'ont pas été introduits dans les délais prévus par la présente loi, sont écartés des débats ».

B.17. Le mémoire complémentaire introduit par la commune requérante est visé à l'article 90, alinéa 2, de la loi spéciale du 6 janvier 1989, qui est la disposition en application de laquelle la Cour a pris l'ordonnance du 23 septembre 2020.

Cette disposition n'autorise pas la Cour à écarter un mémoire des débats au motif qu'il aurait été communiqué tardivement à une autre partie.

B.18. Il apparaît en outre que le retard avec lequel la commune requérante a communiqué son mémoire complémentaire au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et au Collège réuni de la Commission communautaire commune n'a eu qu'une faible incidence sur l'exercice des droits de la défense de ces autorités.

L'ordonnance du 23 septembre 2020 garantissait en effet à ces dernières qu'elles disposeraient de près de vingt jours pour préparer leur mémoire complémentaire en réponse. En l'espèce, le retard affectant la communication du mémoire de la commune requérante n'a pas réduit ce délai de plus d'un jour.

B.19. Le mémoire complémentaire de la commune requérante est recevable.

Quant au fond

En ce qui concerne le premier moyen

B.20. Il ressort des développements du moyen que la Cour est invitée à statuer sur la compatibilité de l'article 2, 7°, de l'ordonnance du 27 juillet 2017 avec les articles 10 et 11 de la Constitution, en ce que, sans qu'existe une justification raisonnable, la disposition attaquée ferait naître une différence de traitement entre, d'une part, les communes dont le territoire compte au moins un « secteur statistique peu dense » et, d'autre part, les communes dont le territoire ne compte aucun secteur de ce type.

En réduisant la superficie des premières, la disposition attaquée augmente leur densité de population et, partant, leur poids dans la répartition de la part de la « dotation générale aux communes destinée à assurer le financement général des communes de la Région de Bruxelles-Capitale » liée à la « densité de population corrigée », en application de l'article 6, alinéa 1^{er}, 10°, de l'ordonnance du 27 juillet 2017, ce qui a pour corollaire d'affaiblir le poids des secondes dans cette même répartition.

B.21.1. La « superficie corrigée » d'un territoire communal est calculée par la soustraction de la superficie des « secteurs statistiques peu denses » que compte cette commune (article 2, 7°, de l'ordonnance du 27 juillet 2017) de la superficie réelle de ce territoire.

La « superficie corrigée » d'un territoire communal qui ne compte pas de « secteur statistique peu dense » est donc toujours égale à la superficie réelle de ce territoire, tandis que la « superficie corrigée » d'un territoire communal comptant au moins un « secteur statistique peu dense » est toujours inférieure à la superficie réelle de ce territoire.

B.21.2. La valeur de la « superficie corrigée » du territoire communal a une incidence sur le montant des droits que la commune peut revendiquer sur la partie de la dotation générale aux communes qui doit être répartie en fonction de la « densité de population corrigée ».

En vertu des règles énoncées à l'article 6, 10°, de l'ordonnance du 27 juillet 2017, une « superficie corrigée » inférieure à la superficie réelle place la commune concernée dans une position plus avantageuse qu'une « superficie corrigée » égale à sa superficie réelle, tant lors du calcul visant à déterminer quelles sont les communes qui ont droit à une quote-part de la partie précitée de la dotation que lors du calcul de la valeur de la quote-part des communes qui bénéficient d'un tel droit.

Une « superficie corrigée » du territoire communal inférieure à la superficie réelle du territoire a pour effet non seulement d'augmenter la probabilité, pour la commune, d'être admise au partage de la partie précitée de la dotation, mais aussi d'augmenter la quote-part de la commune admise à ce partage (article 6, 10°, de l'ordonnance du 27 juillet 2017).

B.21.3. La définition de la « superficie corrigée » fait donc naître une différence de traitement entre les deux catégories de communes visées en B.20.

B.22.1. Le « secteur statistique peu dense » n'est pas défini par l'ordonnance du 27 juillet 2017.

B.22.2. Il ressort de l'intitulé de l'annexe I de l'ordonnance du 27 juillet 2017 qu'un « secteur statistique » est la « subdivision territoriale la plus petite déterminée par la direction générale Statistique et information économique du Service public fédéral Economie, Petites et moyennes entreprises, Classes moyennes et Energie ».

B.22.3. Compte tenu des termes employés aux articles 2, 7°, et 6, 10°, de l'ordonnance du 27 juillet 2017, ainsi que des données listées dans son annexe I, il y a lieu de considérer que la densité visée dans la notion de « secteur statistique peu dense » est la densité de population du secteur statistique, soit le nombre moyen d'habitants par kilomètre carré de ce secteur. Cette densité peut être déterminée de manière objective au moyen d'autres données objectives que sont la superficie du « secteur statistique » considéré et le nombre d'habitants de cette subdivision de territoire.

Il est en revanche impossible de déterminer objectivement, sur la base des termes employés dans l'ordonnance du 27 juillet 2017, ce qu'est un secteur statistique « peu » dense ou, en d'autres mots, un « secteur statistique » dont la densité de population est faible. L'annexe I de l'ordonnance du 27 juillet 2017 n'indique pas non plus quels sont les « secteurs statistiques peu denses ».

B.22.4. La différence de traitement décrite en B.20 ne repose donc pas sur un critère objectif.

B.23. En ce qu'il est pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, le premier moyen est fondé. En conséquence, il y a lieu d'annuler l'article 2, 7°, de l'ordonnance du 27 juillet 2017.

En ce qui concerne le deuxième moyen

B.24. Il ressort des développements du moyen que la Cour est invitée à statuer sur la compatibilité de l'article 2, 8°, de l'ordonnance du 27 juillet 2017 avec les articles 10 et 11 de la Constitution, en ce que, en ne mentionnant comme « lieux d'accueil de la petite enfance » que les « crèches » et les « accueillantes », la disposition attaquée ferait naître une différence de traitement entre deux catégories de communes qui organisent des lieux d'accueil de la petite enfance : d'une part, celles qui organisent une crèche ou un service d'accueillants conventionnés d'enfants au sens de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 février 2003 « portant réglementation générale des milieux d'accueil » et, d'autre part, celles qui organisent un « pré-gardiennat » et une « maison communale d'accueil de l'enfance » au sens du même arrêté.

B.25. La disposition attaquée définit la « crèche communale » dont il convient de tenir compte pour le calcul exposé à l'article 6, 6°, de l'ordonnance du 27 juillet 2017, reproduit en B.2.1.

Le premier élément de cette définition indique qu'il doit s'agir d'un « lieu d'accueil de la petite enfance (crèches ou accueillantes) ».

B.26. Avant son abrogation par un arrêté du 22 mai 2019, l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 février 2003 définissait le « milieu d'accueil » comme étant « toute personne physique ou morale étrangère au milieu familial de vie de l'enfant qui accueille des enfants âgés de moins de six ans en externat et de manière régulière » (article 1^{er}, 4°).

Cet arrêté du 27 février 2003 distinguait et définissait aussi différents types de milieux d'accueil, parmi lesquels la « crèche » (article 2, 1°), le « pré-gardiennat » (article 2, 2°), la « maison communale d'accueil de l'enfance » (article 2, 3°) et le « service d'accueillant(e)s d'enfants conventionné(e)s » (article 2, 6°).

B.27. Ni le texte, ni les travaux préparatoires de l'article 2, 8°, de l'ordonnance du 27 juillet 2017 n'indiquent que les mots « crèches » et « accueillantes » qui sont employés dans cette disposition doivent être compris comme ne désignant que la « crèche » et le « service d'accueillant(e)s d'enfants conventionné(e)s » au sens de l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 février 2003.

De plus, aux termes de la disposition attaquée, la notion de « crèches communales » concerne aussi des lieux d'accueil de la petite enfance reconnus par « Kind en Gezin », une autorité qui relève de la Communauté flamande et qui n'est donc pas soumise à l'arrêté précité.

B.28. Devant la Cour, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et le Collège réuni de la Commission communautaire commune exposent que les mots « crèches » et « accueillantes » qui sont employés à l'article 2, 8°, de l'ordonnance du 27 juillet 2017 ne doivent pas être compris comme signifiant que seuls les crèches et les « services d'accueillant(e)s d'enfants conventionné(e)s » au sens de l'arrêté du 27 février 2003 sont des lieux d'accueil de la petite enfance qui peuvent être considérés comme des crèches communales au sens de cette disposition.

Ils soutiennent que le « pré-gardiennat » et la « maison communale d'accueil de l'enfance » au sens du même arrêté sont aussi des lieux d'accueil de la petite enfance qui peuvent être qualifiés de « crèches communales » à prendre en considération pour le calcul de la répartition de la dotation générale aux communes, décrit à l'article 6, 6°, de l'ordonnance.

Par conséquent, la disposition attaquée ne fait pas naître une différence de traitement entre les catégories de communes mentionnées en B.24.

B.29. Le deuxième moyen n'est pas fondé.

En ce qui concerne le troisième moyen

B.30. Il ressort des développements du moyen que la commune requérante interprète les mots « population scolaire par commune » qui figurent à l'article 6, 7°, de l'ordonnance du 27 juillet 2017, reproduit en B.2.1, comme désignant le nombre de places disponibles pour des élèves dans les établissements d'enseignement maternel, primaire et secondaire installés sur le territoire d'une commune.

B.31.1. Le mot « population » désigne pourtant un ensemble de personnes.

B.31.2. Les mots « population scolaire » qui sont employés à l'article 6, 7°, de l'ordonnance du 27 juillet 2017 ne désignent pas un nombre de places dans des écoles (*Doc. parl.*, Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale, 2016-2017, A-537/2, p. 38).

B.32. Dès lors qu'il repose sur une lecture erronée de la disposition attaquée, le troisième moyen, en ce qu'il est pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, n'est pas fondé.

Quant aux effets de l'annulation de l'article 2, 7°, de l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 juillet 2017

En ce qui concerne l'ordonnance de la Commission communautaire commune du 27 juillet 2017 « fixant les règles de répartition de la dotation générale aux communes et aux CPAS de la Région de Bruxelles-Capitale à partir de l'année 2017 »

B.33. L'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 juillet 2017 est identique à une ordonnance adoptée conjointement par la Commission communautaire commune en application de l'article 92bis/1, § 1^{er} et 2, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, lu en combinaison avec les articles 42 et 63, alinéas 1^{er} et 6 à 9, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises.

B.34. Il ressort d'une lecture combinée de ces dispositions avec l'article 8, alinéa 2, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle que, lorsque la Cour annule une disposition d'une ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale qui a été adoptée conjointement à une ordonnance identique de la Commission communautaire commune, elle doit également annuler la disposition identique de l'ordonnance adoptée par cette Commission.

L'article 2, 7°, de l'ordonnance de la Commission communautaire commune du 27 juillet 2017 « fixant les règles de répartition de la dotation générale aux communes et aux CPAS de la Région de Bruxelles-Capitale à partir de l'année 2017 » doit donc aussi être annulé.

En ce qui concerne le maintien des effets des dispositions annulées

B.35. L'article 8, alinéa 3, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle dispose :

« Si la Cour l'estime nécessaire, elle indique, par voie de disposition générale, ceux des effets des dispositions annulées qui doivent être considérés comme définitifs ou maintenus provisoirement pour le délai qu'elle détermine ».

B.36.1. Les deux ordonnances du 27 juillet 2017 produisent leurs effets depuis le 1^{er} janvier 2017 (article 22).

L'article 2, 7°, de ces ordonnances a donc déjà été appliqué à plusieurs reprises en ce qui concerne la répartition de la part de la dotation générale liée à la densité de population corrigée entre les dix-neuf communes de la Région bruxelloise, conformément à l'article 6, 10°, des mêmes ordonnances.

B.36.2. À la suite de l'annulation de l'article 2, 7°, des ordonnances du 27 juillet 2017, la légalité des actes administratifs portant répartition de cette part de la dotation générale pourrait être contestée et certaines communes pourraient, dans ce contexte, recevoir une demande de remboursement d'une partie au moins des sommes qui leur ont été versées à ce titre, ces dernières années, en application des dispositions législatives annulées.

Une telle demande de remboursement pourrait exposer ces communes à des difficultés financières.

B.36.3. L'annulation de l'article 2, 7°, des ordonnances du 27 juillet 2017 a en outre pour effet que la « superficie corrigée » dont il y a lieu de tenir compte pour l'application de l'article 6, 10°, des mêmes ordonnances n'est plus définie, de sorte qu'il n'est plus possible, ni pour le passé, ni pour l'avenir, de calculer la « densité de population corrigée » des communes; or, cette donnée est indispensable pour la répartition de la part de la dotation générale visée dans cette disposition.

Il y a donc lieu de laisser au pouvoir législatif de la Région de Bruxelles-Capitale et au pouvoir législatif de la Commission communautaire commune le temps nécessaire pour apporter aux ordonnances précitées les modifications utiles à la répartition de cette part de la dotation générale.

Les sommes allouées aux communes dans le cadre de la répartition de cette dotation sont calculées par « triennats » (articles 5 et 8 à 11 des ordonnances du 27 juillet 2017). Un triennat commence le 1^{er} janvier d'un exercice budgétaire annuel et s'achève le 31 décembre du deuxième exercice budgétaire suivant (article 2, 10°, des mêmes ordonnances). Puisque le premier triennat a commencé le 1^{er} janvier 2016 (article 16 des mêmes ordonnances), il s'est achevé le 31 décembre 2018. Le deuxième triennat s'achèvera donc le 31 décembre 2021.

Par ces motifs,

la Cour

- annule l'article 2, 7°, de l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 juillet 2017 « fixant les règles de répartition de la dotation générale aux communes et aux CPAS de la Région de Bruxelles-Capitale à partir de l'année 2017 »;

- annule l'article 2, 7°, de l'ordonnance de la Commission communautaire commune du 27 juillet 2017 « fixant les règles de répartition de la dotation générale aux communes et aux CPAS de la Région de Bruxelles-Capitale à partir de l'année 2017 »;

- maintient les effets des dispositions annulées jusqu'au 31 décembre 2021 inclus;

- rejette le recours pour le surplus.

Ainsi rendu en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, le 28 janvier 2021.

Le greffier,

P.-Y. Dutilleux

Le président,

F. Daoût

GRONDWETTELIJK HOF

[2021/200533]

Uittreksel uit arrest nr. 11/2021 van 28 januari 2021

Rolnummer 6872

In zake : het beroep tot vernietiging van de artikelen 2, 7° en 8°, en 6, 6°, 7° en 10°, van de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijke Gewest van 27 juli 2017 « tot vaststelling van de regels voor de verdeling van de algemene dotatie aan de gemeenten en de OCMW's van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vanaf het jaar 2017 », ingesteld door de gemeente Sint-Agatha-Berchem.

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit de voorzitters F. Daoût en L. Lavrysen, en de rechters J.-P. Moerman, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, T. Giet, R. Leysen, J. Moerman, M. Pâques en Y. Kherbache, bijgestaan door de griffier P.-Y. Dutilleux, onder voorzitterschap van voorzitter F. Daoût,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van het beroep en rechtspleging*

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 7 maart 2018 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 9 maart 2018, heeft de gemeente Sint-Agatha-Berchem, bijgestaan en vertegenwoordigd door Mr. J. Bourtembourg en Mr. F. Belleflamme, advocaten bij de balie te Brussel, beroep tot vernietiging ingesteld van de artikelen 2, 7° en 8°, en 6, 6°, 7° en 10°, van de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijke Gewest van 27 juli 2017 « tot vaststelling van de regels voor de verdeling van de algemene dotatie aan de gemeenten en de OCMW's van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vanaf het jaar 2017 » (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 14 september 2017).

(...)

II. *In rechte*

(...)

B.1. In de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijke Gewest van 27 juli 2017 « tot vaststelling van de regels voor de verdeling van de algemene dotatie aan de gemeenten en de OCMW's van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vanaf het jaar 2017 » worden de regels geformuleerd volgens welke de Brussels Hoofdstedelijke Regering elk jaar het « begrotingskrediet van de algemene dotatie aan de gemeenten » toekent « om de algemene financiering van de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest te verzekeren » (artikel 3, eerste lid, van de genoemde ordonnantie).

B.2.1. Artikel 6 van de ordonnantie van 27 juli 2017 bepaalt :

« Overeenkomstig artikel 5 wordt het krediet onder de gemeenten verdeeld op basis van de onderstaande verhoudingen en indicatoren :

[...]

6° voor 1/105de op grond van een verdeelsleutel die afhangt van het aantal plaatsen in de kinderopvang per gemeente.

Voor elke gemeente ' g ' definieert het aantal plaatsen in gemeentelijke kinderdagverblijven in verhouding tot de bevolking jonger dan 3 jaar oud op de dag van de recentste bevolkingstelling een relatieve indicator ' kindvbl '.

De verdeelsleutel die gebaseerd is op deze indicator, wordt voor iedere gemeente 'g' als volgt berekend :

$$Aandeel_g = \frac{(kindvbl_g)^2 \cdot Bev_g}{\sum_{k=1}^{19} \{(kindvbl_k)^2 \cdot Bev_k\}}$$

7° voor 4/105de op grond van een verdeelsleutel die afhangt van de schoolbevolking per gemeente.

Voor iedere gemeente 'g' vormt de verhouding van de schoolbevolking in het beschouwde schooljaar tot het aantal inwoners van 3 tot 17 jaar in het kalenderjaar dat overeenstemt met het tweede jaar van dat schooljaar de basis voor de relatieve indicator 'scholen'.

De verdeelsleutel die gebaseerd is op deze indicator, wordt voor iedere gemeente 'g' als volgt berekend :

$$Aandeel_g = \frac{(Scholen_g)^2 \cdot Bev_g}{\sum_{k=1}^{19} \{(Scholen_k)^2 \cdot Bev_k\}}$$

[...]

10° voor 15/105de op grond van een verdeelsleutel die gebaseerd is op de gecorrigeerde bevolkingsdichtheid.

Voor iedere gemeente 'g' wordt de gecorrigeerde bevolkingsdichtheid (Geco_bev_di) berekend als volgt :

$$Geco_bev_di_g = \frac{Bev_g}{Geco_opp_g}$$

De verdeelsleutel steunt op een criterium om te bepalen welke gemeenten in aanmerking komen en een criterium om de verdeling onder die gemeenten te bepalen.

Komen in aanmerking : de gemeenten met een gecorrigeerde bevolkingsdichtheid die hoger is dan 75 % van het gemiddelde van de gecorrigeerde bevolkingsdichtheden van de 19 gemeenten.

Komen dus in aanmerking : de gemeenten waarvoor :

$$Geco_bev_di_g > 0,75 \cdot Geco_bev_di_{gem}$$

De andere gemeenten krijgen een nulcrediet voor de indicator gecorrigeerde bevolkingsdichtheid.

De verdeelsleutel voor de gemeenten die in aanmerking komen, wordt berekend naar rata van de gecorrigeerde bevolkingsdichtheid, waarop afhankelijk van de gecorrigeerde oppervlakte een gemeentelijke coëfficiënt (gem_coëf) wordt toegepast van :

- a) 0,3 wanneer de gecorrigeerde oppervlakte van de gemeente minder bedraagt dan 1 vierkante kilometer;
- b) 0,5 wanneer zij gelijk is aan of hoger is dan 1 vierkante kilometer, maar minder dan 2 vierkante kilometer;
- c) 1 wanneer zij gelijk is aan of hoger is dan 2 vierkante kilometer, maar minder dan 7 vierkante kilometer;
- d) 1,5 wanneer zij gelijk is aan of hoger is dan 7 vierkante kilometer.

De verdeelsleutel die gebaseerd is op deze indicator, wordt voor elke van de z in aanmerking komende gemeenten 'g_aanm' als volgt berekend :

$$Aandeel_{g_aanm} = \frac{Geco_bev_di_{g_aanm} \cdot Gem_coëf_{g_aanm}}{\sum_{k=1}^z \{Geco_bev_di_k \cdot Gem_coëf_k\}}$$

».

B.2.2. Artikel 2 van de ordonnantie van 27 juli 2017 bepaalt :

« Voor de toepassing van deze gezamenlijke ordonnantie moet worden verstaan onder :

1° Bevolking : bevolking van rechtswege zoals deze jaarlijks gepubliceerd wordt in het *Belgisch Staatsblad* door de federale overheidsdienst Economie, K.M.O., Middenstand en Energie;

2° Bevolking van X jaar tot Y jaar : bevolking tussen de voleindigde leeftijd van X jaar en de voleindigde leeftijd van Y jaar op de dag waarop deze bevolking geteld wordt;

3° Bev g : bevolking van de gemeente g;

[...]

7° Gecorrigeerde oppervlakte : oppervlakte van de betrokken gemeente waarvan de oppervlakte van statistische sectoren (zoals bepaald in Bijlage I) met een kleine dichtheid wordt afgetrokken. De in aanmerking genomen gecorrigeerde oppervlakte (gecor_opp) in km² wordt verstrekt in de onderstaande tabel :

Gemeente	Gecorrigeerde oppervlakte (km ²)
Anderlecht	14,00656
Oudergem	4,32838
Sint-Agatha-Berchem	2,94958
Stad Brussel	19,60526
Etterbeek	3,09439
Evere	3,80189
Vorst	3,77359

Gemeente	Gecorrigeerde oppervlakte (km ²)
Ganshoren	1,85333
Elsene	6,07832
Jette	3,83757
Koekelberg	0,98982
Sint-Jans-Molenbeek	5,16172
Sint-Gillis	2,2815
Sint-Joost-ten-Node	1,0191
Schaarbeek	7,50272
Ukkel	17,31068
Watermaal-Bosvoorde	4,55678
Sint-Lambrechts-Woluwe	7,22484
Sint-Pieters-Woluwe	7,28851

8° gemeentelijke kinderdagverblijven : opvangplaatsen voor peuters (kinderdagverblijven of onthaalmoeders) erkend door Kind en Gezin of het ' Office de la Naissance et de l'Enfance ', rechtstreeks ingericht door de gemeente of via een gemeentelijke vzw of het OCMW;

[...]

11° K : index van de som van opeenvolgende termijnen van de gemeenten;

[...] ».

B.2.3. Bijlage I bij de ordonnantie van 27 juli 2017 heeft als opschrift « Lijst van de statistische sectoren die overeenstemmen met de kleinste territoriale onderverdeling bepaald door de algemene directie Statistiek en economische informatie van de federale overheidsdienst Economie, Kleine en Middelgrote Ondernemingen, Middenstand en Energie ».

Zij neemt de vorm aan van een tabel die, voor elk van de negentien gemeenten van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest, een lijst van sectoren bevat en, voor elk van die sectoren, een code, het nummer van de « wijk » waartoe zij behoren en de oppervlakte in vierkante kilometer.

B.2.4. De « gecorrigeerde oppervlaktes » die voor elke gemeente zijn vermeld in de tabel in het in B.2.2 weergegeven artikel 2, 7°, van de ordonnantie van 27 juli 2017, zijn het resultaat van de optelling van de oppervlaktes van de statistische sectoren van elke gemeente die zijn opgenomen in de tabel van « bijlage I » bij de ordonnantie.

Ten aanzien van de ontvankelijkheid van het beroep

B.3. Wanneer een beroep tot vernietiging bij het Hof wordt ingesteld door een rechtspersoon, moet die, in beginsel, het bewijs kunnen voorleggen dat de beslissing om dat beroep in te stellen door het bevoegde orgaan is genomen (artikel 7, derde lid, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof). Die regel heeft tot doel het Hof en de partijen in staat te stellen om na te gaan of het beroep regelmatig is ingesteld.

B.4. Artikel 270, eerste en tweede lid, van de Nieuwe Gemeentewet, dat van toepassing blijft op de gemeenten van het Brusselse Gewest, bepaalde, vóór de inwerkingtreding van artikel 80 van de ordonnantie van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest van 17 juli 2020 « tot wijziging van de Nieuwe Gemeentewet » :

« [...] Het college van burgemeester en schepenen [...] stelt de vorderingen in kort geding en de bezitsvorderingen in; het verricht alle handelingen tot bewaring van recht of tot stuiting van verjaring en van verval.

Alle andere rechtsvorderingen waarbij de gemeente als eiser optreedt, mogen door het college slechts worden ingesteld na machtiging van de gemeenteraad ».

B.5. De verzoekende gemeente heeft op nuttige wijze bij haar verzoekschrift een afschrift gevoegd van een beraadslaging van haar gemeenteraad van 7 september 2017, alsook een afschrift van een beraadslaging van haar college van burgemeester en schepenen van 12 september 2017.

Uit het eerste document blijkt dat de gemeenteraad het voormelde college ertoe heeft gemachtigd een beroep tot vernietiging in te stellen van de ordonnantie van 27 juli 2017. Uit het tweede document blijkt dat het college van burgemeester en schepenen heeft beslist dat beroep in te stellen.

De omstandigheid dat de motivering die in de beraadslaging van de gemeenteraad is vermeld uitsluitend betrekking heeft op de regels die in de artikelen 2, 7°, en 6, 10°, van die ordonnantie zijn geformuleerd, kan de draagwijdte van de machtiging die door de raad aan het college is gegeven niet tot die bepalingen beperken.

B.6. In zoverre het beroep tot vernietiging betrekking heeft op artikel 2, 8°, en artikel 6, 6° en 7°, van die ordonnantie, kan het dus niet onontvankelijk worden verklaard om de reden dat het college van burgemeester en schepenen van de verzoekende gemeente niet ertoe zou zijn gemachtigd uit naam van die gemeente bij het Hof de vernietiging van die bepalingen te vorderen.

Ten aanzien van de bevoegdheid van het Hof

B.7. Het eerste middel is afgeleid uit de schending van, onder andere, de artikelen 33, 105 en 108 van de Grondwet.

B.8. Krachtens artikel 142, tweede lid, van de Grondwet en artikel 1 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 is het Hof bevoegd om uitspraak te doen op de beroepen tot vernietiging van een in artikel 134 van de Grondwet bedoelde regel, wegens schending van de regels die door of krachtens de Grondwet zijn vastgesteld voor het bepalen van de onderscheiden bevoegdheid van de federale overheid, de gemeenschappen en de gewesten en wegens schending van de artikelen van titel II (« De Belgen en hun rechten ») en van de artikelen 143, § 1, 170, 172 en 191 van de Grondwet.

B.9.1. Artikel 33 van de Grondwet bepaalt :

« Alle machten gaan uit van de Natie.

Zij worden uitgeoefend op de wijze bij de Grondwet bepaald ».

Artikel 105 van de Grondwet bepaalt :

« De Koning heeft geen andere macht dan die welke de Grondwet en de bijzondere wetten, krachtens de Grondwet zelf uitgevaardigd, hem uitdrukkelijk toekennen ».

Artikel 108 van de Grondwet bepaalt :

« De Koning maakt de verordeningen en neemt de besluiten die voor de uitvoering van de wetten nodig zijn, zonder ooit de wetten zelf te mogen schorsen of vrijstelling van hun uitvoering te mogen verlenen ».

B.9.2. In geen enkele van de voormelde grondwetsbepalingen wordt een regel geformuleerd die ertoe strekt de onderscheiden bevoegdheid van de federale overheid en de deelentiteiten te bepalen.

Het Hof is dus niet bevoegd om uitspraak te doen over de inachtneming van de regels die daarin worden geformuleerd.

B.10. In zoverre het eerste middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 33, 105 en 108 van de Grondwet, is het beroep niet-ontvankelijk.

Ten aanzien van de ontvankelijkheid van het derde middel

B.11. Om ontvankelijk te zijn, moet een middel, krachtens artikel 6 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, onder meer uiteenzetten in welk opzicht de bestreden bepaling onverenigbaar zou zijn met de regel waarvan de schending wordt aangevoerd.

B.12. In de uiteenzetting van het derde middel wordt niet toegelicht in welk opzicht artikel 6, 7^o, van de ordonnantie van 27 juli 2017 onbestaanbaar zou zijn met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met het rechtszekerheidsbeginsel.

B.13. In zoverre dat middel is afgeleid uit de schending van die regels, is het niet-ontvankelijk.

Ten aanzien van de ontvankelijkheid van de aanvullende memorie

B.14. Bij beschikking van 23 september 2020 heeft het Hof de verzoekende gemeente gevraagd uiterlijk op 29 oktober 2020 een aanvullende memorie in te dienen en dat geschrift binnen dezelfde termijn aan de Brusselse Hoofdstedelijke Regering en aan het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie over te leggen.

B.15. De verzoekende gemeente heeft de brief met de genoemde memorie op 28 oktober 2020 aan de postdiensten toevertrouwd. Het Hof heeft hem op 29 oktober 2020 ontvangen.

Uit een door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering en door het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie voorgelegd stuk blijkt dat die memorie hun door de verzoekende partij pas is overgelegd bij een e-mail van 30 oktober 2020. Die memorie is dus niet binnen de bij de beschikking van het Hof van 23 september 2020 vastgelegde termijn aan de Regering en aan het College overgelegd.

B.16. Artikel 86 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, vervangen bij artikel 24 van de bijzondere wet van 4 april 2014, bepaalt :

« De memories bedoeld in de artikelen 71, tweede lid, 72, tweede lid, 85, 87 en 89, die niet zijn ingediend binnen de door deze wet bepaalde termijn, worden uit de debatten geweerd ».

B.17. De door de verzoekende gemeente ingediende aanvullende memorie wordt beoogd in artikel 90, tweede lid, van de bijzondere wet van 6 januari 1989, dat de bepaling is met toepassing waarvan het Hof de beschikking van 23 september 2020 heeft genomen.

Die bepaling staat het Hof niet toe een memorie uit de debatten te weren om de reden dat zij te laat aan een andere partij zou zijn overgelegd.

B.18. Bovendien blijkt dat de vertraging waarmee de verzoekende gemeente haar aanvullende memorie aan de Brusselse Hoofdstedelijke Regering en aan het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie heeft overgelegd, slechts een geringe weerslag heeft gehad op de uitoefening van de rechten van de verdediging van die overheden.

De beschikking van 23 september 2020 waarborgde aan die laatste immers dat zij over bijna twintig dagen zouden beschikken om hun aanvullende memorie van antwoord voor te bereiden. Te dezen heeft de vertraging in de overlegging van de memorie van de verzoekende gemeente die termijn niet met meer dan één dag verminderd.

B.19. De aanvullende memorie van de verzoekende gemeente is ontvankelijk.

Ten gronde

Wat het eerste middel betreft

B.20. Uit de uiteenzetting van het middel blijkt dat het Hof wordt verzocht uitspraak te doen over de bestaanbaarheid van artikel 2, 7^o, van de ordonnantie van 27 juli 2017 met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in zoverre de bestreden bepaling, zonder dat er een redelijke verantwoording bestaat, een verschil in behandeling zou doen ontstaan tussen, enerzijds, de gemeenten waarvan het grondgebied ten minste een « statistische sector met een kleine dichtheid » telt, en, anderzijds, de gemeenten waarvan het grondgebied geen enkele sector van dat type telt.

Door de oppervlakte van de eerste te verminderen, verhoogt de bestreden bepaling hun bevolkingsdichtheid en bijgevolg hun gewicht in de verdeling, met toepassing van artikel 6, eerste lid, 10^o, van de ordonnantie van 27 juli 2017, van het gedeelte van de « algemene dotatie aan de gemeenten [...] om de algemene financiering van de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest te verzekeren » dat in verband staat met de « gecorrigeerde bevolkingsdichtheid », hetgeen tot logisch gevolg heeft het gewicht van de tweede in diezelfde verdeling af te zwakken.

B.21.1. De « gecorrigeerde oppervlakte » van een gemeentelijk grondgebied wordt berekend door van de werkelijke oppervlakte van dat grondgebied de oppervlakte van de « statistische sectoren met een kleine dichtheid » welke die gemeente telt, af te trekken (artikel 2, 7^o, van de ordonnantie van 27 juli 2017).

De « gecorrigeerde oppervlakte » van een gemeentelijk grondgebied dat geen « statistische sector met een kleine dichtheid » telt, is dus steeds gelijk aan de werkelijke oppervlakte van dat grondgebied, terwijl de « gecorrigeerde oppervlakte » van een gemeentelijk grondgebied dat ten minste een « statistische sector met een kleine dichtheid » telt, steeds kleiner is dan de werkelijke oppervlakte van dat grondgebied.

B.21.2. De waarde van de « gecorrigeerde oppervlakte » van het gemeentelijke grondgebied heeft een weerslag op de hoogte van de rechten die de gemeente kan doen gelden op het gedeelte van de algemene dotatie aan de gemeenten dat moet worden verdeeld op grond van de « gecorrigeerde bevolkingsdichtheid ».

Krachtens de in artikel 6, 10°, van de ordonnantie van 27 juli 2017 geformuleerde regels plaatst een « gecorrigeerde oppervlakte » die kleiner is dan de werkelijke oppervlakte de betrokken gemeente in een meer voordelige positie dan een « gecorrigeerde oppervlakte » die gelijk is aan haar werkelijke oppervlakte, zowel bij de berekening die ertoe strekt te bepalen welke de gemeenten zijn die recht hebben op een aandeel in het voormelde gedeelte van de dotatie als bij de berekening van de waarde van het aandeel van de gemeenten die een dergelijk recht hebben.

Een « gecorrigeerde oppervlakte » van het gemeentelijk grondgebied die kleiner is dan de werkelijke oppervlakte van het grondgebied heeft niet alleen tot gevolg dat de waarschijnlijkheid wordt verhoogd dat de gemeente tot de verdeling van het voormelde gedeelte van de dotatie wordt toegelaten, maar ook dat het aandeel van de tot die verdeling toegelaten gemeente verhoogt (artikel 6, 10°, van de ordonnantie van 27 juli 2017).

B.21.3. De definitie van de « gecorrigeerde oppervlakte » doet dus een verschil in behandeling ontstaan tussen de twee in B.20 bedoelde categorieën van gemeenten.

B.22.1. De « statistische sector met een kleine dichtheid » wordt niet gedefinieerd in de ordonnantie van 27 juli 2017.

B.22.2. Uit het opschrift van bijlage I bij de ordonnantie van 27 juli 2017 blijkt dat een « statistische sector » de « kleinste territoriale onderverdeling bepaald door de algemene directie Statistiek en economische informatie van de federale overheidsdienst Economie, Kleine en Middelgrote Ondernemingen, Middenstand en Energie » is.

B.22.3. Rekening houdend met de bewoordingen gebruikt in de artikelen 2, 7°, en 6, 10°, van de ordonnantie van 27 juli 2017 alsook met de gegevens opgenomen in de lijst van bijlage I erbij, dient ervan te worden uitgegaan dat de dichtheid bedoeld in het begrip « statistische sector met een kleine dichtheid » de bevolkingsdichtheid van de statistische sector is, dat wil zeggen het gemiddelde aantal inwoners per vierkante kilometer van die sector. Die dichtheid kan op objectieve wijze worden bepaald aan de hand van andere objectieve gegevens zoals de oppervlakte van de beschouwde « statistische sector » en het aantal inwoners van die onderverdeling van het grondgebied.

Het is daarentegen onmogelijk om, op grond van de bewoordingen van de ordonnantie van 27 juli 2017, objectief te bepalen wat een statistische sector met een « kleine » dichtheid is of, met andere woorden, een « statistische sector » waarvan de bevolkingsdichtheid gering is. Bijlage I bij de ordonnantie van 27 juli 2017 vermeldt evenmin welke de « statistische sectoren met een kleine dichtheid » zijn.

B.22.4. Het in B.14 beschreven verschil in behandeling berust dus niet op een objectief criterium.

B.23. In zoverre het is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, is het eerste middel gegrond. Bijgevolg dient artikel 2, 7°, van de ordonnantie van 27 juli 2017 te worden vernietigd.

Wat het tweede middel betreft

B.24. Uit de uitzetting van het middel blijkt dat het Hof wordt verzocht uitspraak te doen over de bestaanbaarheid van artikel 2, 8°, van de ordonnantie van 27 juli 2017 met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in zoverre, door als « opvangplaatsen voor peuters » enkel de « kinderdagverblijven » en de « onthaalmoeders » te vermelden, de bestreden bepaling een verschil in behandeling zou doen ontstaan tussen twee categorieën van gemeenten die opvangplaatsen voor peuters inrichten: enerzijds, zij die een crèche of een dienst voor kinderopvang onder overeenkomst in de zin van het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 27 februari 2003 « houdende algemene reglementering inzake opvangvoorzieningen » inrichten en, anderzijds, zij die een « peupertuin » en een « gemeentelijk huis voor kinderopvang » in de zin van hetzelfde besluit inrichten.

B.25. De bestreden bepaling definieert de « gemeentelijke kinderdagverblijven » waarmee rekening dient te worden gehouden voor de berekening uiteengezet in het in B.2.1 weergegeven artikel 6, 6°, van de ordonnantie van 27 juli 2017.

Het eerste element van die definitie geeft aan dat het moet gaan om « opvangplaatsen voor peuters (kinderdagverblijven of onthaalmoeders) ».

B.26. Vóór de opheffing ervan bij een besluit van 22 mei 2019, definieerde het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 27 februari 2003 de « opvangvoorziening » als « iedere natuurlijke of rechtspersoon buiten verband met het familiaal levensmilieu van het kind en die kinderen onder de zes jaar in externaat regelmatig opvangt » (artikel 1, 4°).

Dat besluit van 27 februari 2003 onderscheidde en definieerde ook verschillende soorten van opvangvoorzieningen, waaronder de « crèche » (artikel 2, 1°), de « peupertuin » (artikel 2, 2°), het « gemeentelijk huis voor kinderopvang » (artikel 2, 3°) en de « dienst voor kinderopvang(-sters) onder overeenkomst » (artikel 2, 6°).

B.27. Noch de tekst, noch de parlementaire voorbereiding van artikel 2, 8°, van de ordonnantie van 27 juli 2017 geven aan dat de woorden « kinderdagverblijven » en « onthaalmoeders » die in die bepaling worden gebruikt, in die zin moeten worden begrepen dat zij enkel verwijzen naar de « crèche » en de « dienst voor kinderopvang(-sters) onder overeenkomst » in de zin van artikel 2 van het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 27 februari 2003.

Bovendien betreft het begrip « gemeentelijke kinderdagverblijven », luidens de bestreden bepaling, ook opvangplaatsen voor peuters erkend door Kind en Gezin, een overheid die onder de Vlaamse Gemeenschap valt en die dus niet aan het voormelde besluit onderworpen is.

B.28. Voor het Hof zetten de Brusselse Hoofdstedelijke Regering en het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie uiteen dat de woorden « kinderdagverblijven » en « onthaalmoeders » die in artikel 2, 8°, van de ordonnantie van 27 juli 2017 worden gebruikt, niet in die zin moeten worden begrepen dat zij betekenen dat alleen de crèches en de « diensten voor kinderopvang(-sters) onder overeenkomst » in de zin van het besluit van 27 februari 2003 opvangplaatsen voor peuters zijn die als gemeentelijke kinderdagverblijven in de zin van die bepaling kunnen worden beschouwd.

Zij betogen dat de « peupertuin » en het « gemeentelijk huis voor kinderopvang » in de zin van hetzelfde besluit ook opvangplaatsen voor peuters zijn die als « gemeentelijke kinderdagverblijven » kunnen worden aangemerkt die in aanmerking moeten worden genomen voor de in artikel 6, 6°, van de ordonnantie beschreven berekening van de verdeling van de algemene dotatie aan de gemeenten.

Bijgevolg doet de bestreden bepaling geen verschil in behandeling ontstaan tussen de in B.24 vermelde categorieën van gemeenten.

B.29. Het tweede middel is niet gegrond.

Wat het derde middel betreft

B.30. Uit de uitzetting van het middel blijkt dat de verzoekende gemeente de woorden « schoolbevolking per gemeente » die in het in B.2.1 weergegeven artikel 6, 7°, van de ordonnantie van 27 juli 2017 staan, in die zin interpreteert dat zij verwijzen naar het aantal voor leerlingen beschikbare plaatsen in de op het grondgebied van een gemeente aanwezige instellingen voor kleuter-, lager en secundair onderwijs.

B.31.1. Het woord « bevolking » verwijst nochtans naar een geheel van personen.

B.31.2. Het woord « schoolbevolking » dat wordt gebruikt in artikel 6, 7^o, van de ordonnantie van 27 juli 2017 verwijst niet naar een aantal plaatsen in scholen (*Parl. St.*, Brussels Hoofdstedelijk Parlement, 2016-2017, A-537/2, p. 38).

B.32. Aangezien het op een verkeerde lezing van de bestreden bepaling berust, is het derde middel, in zoverre het is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, niet gegrond.

Ten aanzien van de gevolgen van de vernietiging van artikel 2, 7^o, van de ordonnantie van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest van 27 juli 2017

Wat betreft de ordonnantie van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 27 juli 2017 « tot vaststelling van de regels voor de verdeling van de algemene dotatie aan de gemeenten en de OCMW's van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest vanaf het jaar 2017 »

B.33. De ordonnantie van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest van 27 juli 2017 is identiek aan een ordonnantie die gezamenlijk is aangenomen door de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie met toepassing van artikel 92bis/1, § 1 en 2, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, in samenhang gelezen met de artikelen 42 en 63, eerste en zesde tot negende lid, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen.

B.34. Uit de combinatie van die bepalingen en van artikel 8, tweede lid, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof blijkt dat wanneer het Hof een bepaling vernietigt van een ordonnantie van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest die gezamenlijk met een identieke ordonnantie van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie is aangenomen, het Hof ook de identieke bepaling van de door die Commissie aangenomen ordonnantie dient te vernietigen.

Artikel 2, 7^o, van de ordonnantie van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 27 juli 2017 « tot vaststelling van de regels voor de verdeling van de algemene dotatie aan de gemeenten en de OCMW's van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vanaf het jaar 2017 » dient dus ook te worden vernietigd.

Wat de handhaving van de gevolgen van de vernietigde bepalingen betreft

B.35. Artikel 8, derde lid, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof bepaalt :

« Zo het Hof dit nodig oordeelt, wijst het, bij wege van algemene beschikking, die gevolgen van de vernietigde bepalingen aan welke als gehandhaafd moeten worden beschouwd of voorlopig gehandhaafd worden voor de termijn die het vaststelt ».

B.36.1. De twee ordonnanties van 27 juli 2017 hebben uitwerking sinds 1 januari 2017 (artikel 22).

Artikel 2, 7^o, van die ordonnanties is dus reeds herhaalde malen toegepast wat betreft de verdeling, overeenkomstig artikel 6, 10^o, van dezelfde ordonnanties, van het gedeelte van de algemene dotatie dat verbonden is met de gecorrigeerde bevolkingsdichtheid, onder de negentien gemeenten van het Brusselse Gewest.

B.36.2. Ingevolge de vernietiging van artikel 2, 7^o, van de ordonnanties van 27 juli 2017 zou de wettigheid van de bestuurshandelingen houdende verdeling van dat gedeelte van de algemene dotatie kunnen worden betwist en sommige gemeenten zouden in die context een verzoek om terugbetaling kunnen ontvangen van ten minste een deel van de sommen die hun deze laatste jaren om die reden werden betaald met toepassing van de vernietigde wetskrachtige bepalingen.

Een dergelijk verzoek om terugbetaling zou die gemeenten kunnen blootstellen aan financiële moeilijkheden.

B.36.3. De vernietiging van artikel 2, 7^o, van de ordonnanties van 27 juli 2017 heeft bovendien tot gevolg dat de « gecorrigeerde oppervlakte » waarmee rekening dient te worden gehouden voor de toepassing van artikel 6, 10^o, van dezelfde ordonnanties niet meer is gedefinieerd, zodat het niet langer mogelijk is, noch voor het verleden, noch voor de toekomst, om de « gecorrigeerde bevolkingsdichtheid » van de gemeenten te berekenen; dat gegeven is echter onontbeerlijk voor de verdeling van het in die bepaling bedoelde gedeelte van de algemene dotatie.

Aan de wetgevende macht van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest en aan de wetgevende macht van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie dient dus de nodige tijd te worden gelaten om in de voormelde ordonnanties de wijzigingen aan te brengen die nuttig zijn voor de verdeling van dat gedeelte van de algemene dotatie.

De sommen die aan de gemeenten worden toegewezen in het kader van de verdeling van die dotatie worden berekend per « driejarige periode » (artikelen 5 en 8 tot 11 van de ordonnanties van 27 juli 2017). Een driejarige periode begint op 1 januari van een begrotingsjaar en eindigt op 31 december van het tweede volgende begrotingsjaar (artikel 2, 10^o, van dezelfde ordonnanties). Aangezien de eerste driejarige periode is begonnen op 1 januari 2016 (artikel 16 van dezelfde ordonnanties), is zij geëindigd op 31 december 2018. De tweede driejarige periode zal dus eindigen op 31 december 2021.

Om die redenen,

het Hof

- vernietigt artikel 2, 7^o, van de ordonnantie van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest van 27 juli 2017 « tot vaststelling van de regels voor de verdeling van de algemene dotatie aan de gemeenten en de OCMW's van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vanaf het jaar 2017 »;

- vernietigt artikel 2, 7^o, van de ordonnantie van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 27 juli 2017 « tot vaststelling van de regels voor de verdeling van de algemene dotatie aan de gemeenten en de OCMW's van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vanaf het jaar 2017 »;

- handhaaft de gevolgen van de vernietigde bepalingen tot en met 31 december 2021;

- verwerpt het beroep voor het overige.

Aldus gewezen in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, op 28 januari 2021.

De griffier,

P.-Y. Dutilleux

De voorzitter,

F. Daoût

VERFASSUNGSGERICHTSHOF

[2021/200533]

Auszug aus dem Entscheid Nr. 11/2021 vom 28. Januar 2021

Geschäftsverzeichnisnummer 6872

In Sachen: Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 2 Nr. 7 und Nr. 8 und 6 Nr. 6, Nr. 7 und Nr. 10 der Ordonnanz der Region Brüssel-Hauptstadt vom 27. Juli 2017 « zur Festlegung der Regeln zur Verteilung der allgemeinen Dotation an die Gemeinden und ÖSHZen der Region Brüssel-Hauptstadt ab dem Jahr 2017 », erhoben von der Gemeinde Berchem-Sainte-Agathe.

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus den Präsidenten F. Daoût und L. Lavrysen, und den Richtern J.-P. Moerman, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, T. Giet, R. Leysen, J. Moerman, M. Pâques und Y. Kherbache, unter Assistenz des Kanzlers P.-Y. Dutilleux, unter dem Vorsitz des Präsidenten F. Daoût,

erlässt nach Beratung folgenden Entscheid:

I. Gegenstand der Klage und Verfahren

Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 7. März 2018 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 9. März 2018 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob die Gemeinde Berchem-Sainte-Agathe, unterstützt und vertreten durch RA J. Bourtembourg und RA F. Belleflamme, in Brüssel zugelassen, Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 2 Nr. 7 und Nr. 8 und 6 Nr. 6, Nr. 7 und Nr. 10 der Ordonnanz der Region Brüssel-Hauptstadt vom 27. Juli 2017 « zur Festlegung der Regeln zur Verteilung der allgemeinen Dotation an die Gemeinden und ÖSHZen der Region Brüssel-Hauptstadt ab dem Jahr 2017 » (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 14. September 2017).

(...)

II. Rechtliche Würdigung

(...)

B.1. Die Ordonnanz der Region Brüssel-Hauptstadt vom 27. Juli 2017 « zur Festlegung der Regeln zur Verteilung der allgemeinen Dotation an die Gemeinden und ÖSHZen der Region Brüssel-Hauptstadt ab dem Jahr 2017 » legt die Regeln fest, nach denen die Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt jedes Jahr die « Haushaltsmittel der allgemeinen Dotation an die Gemeinden zur Sicherstellung der allgemeinen Finanzierung der Gemeinden der Region Brüssel-Hauptstadt » bewilligt (Artikel 3 Absatz 1 der genannten Ordonnanz).

B.2.1. Artikel 6 der Ordonnanz vom 27. Juli 2017 bestimmt:

« Conformément à l'article 5, le crédit est réparti entre les communes sur la base des proportions et des indicateurs suivants :

[...]

6° à concurrence de 1/105e en fonction d'une clé de répartition dépendant du nombre de places en crèches par commune.

Pour chaque commune « c », le nombre de places en crèches communales rapporté à la population âgée de moins de 3 ans à la date de comptage de la population la plus proche définit un indicateur relatif ' crèches '.

La clé de répartition entre communes basée sur cet indicateur se calcule pour chaque commune ' c ' de la manière suivante :

$$Part_c = \frac{(Crèches_c)^2 \cdot Pop_c}{\sum_{k=1}^{19} \{(Crèches_k)^2 \cdot Pop_k\}}$$

7° à concurrence de 4/105e en fonction d'une clé de répartition dépendant de la population scolaire par commune.

Pour chaque commune ' c ', la population scolaire de l'année scolaire prise en compte rapportée à la population âgée de 3 ans à 17 ans de l'année civile correspondant à la seconde année de l'année scolaire prise en compte définit un indicateur relatif ' écoles '.

La clé de répartition entre communes basée sur cet indicateur se calcule pour chaque commune ' c ' de la manière suivante :

$$Part_c = \frac{(Ecoles_c)^2 \cdot Pop_c}{\sum_{k=1}^{19} \{(Ecoles_k)^2 \cdot Pop_k\}}$$

[...]

10° à concurrence de 15/105e en fonction d'une clé de répartition se basant sur la densité de population corrigée.

Pour chaque commune ' c ', la densité de population corrigée (Dens_pop_cor) se calcule comme suit :

$$Dens_pop_cor_c = \frac{Pop_c}{Sup_cor_c}$$

Cette clé articule un critère d'éligibilité et un critère de répartition entre communes éligibles.

Sont éligibles les communes dont la densité de population corrigée est supérieure à 75 % de la moyenne de ces densités de population corrigées pour les 19 communes.

Sont donc éligibles les communes c pour lesquelles :

$$Dens_pop_cor_c > 0,75 \cdot Dens_pop_cor_{moy}$$

Les autres communes se voient attribuer un crédit nul pour l'indicateur de la densité de population corrigée.

Pour les communes éligibles, la clé de répartition se calcule au prorata de la densité de population corrigée, affectée d'un coefficient communal (coef_com) dépendant de la superficie corrigée de la manière suivante :

a) 0,3 si la superficie corrigée de la commune est inférieure à 1 kilomètre carré;

b) 0,5 si elle est égale ou supérieure à 1 kilomètre carré, mais inférieure à 2 kilomètres carrés;

c) 1 si elle est égale ou supérieure à 2 kilomètres carrés, mais inférieure à 7 kilomètres carrés;

d) 1,5 si elle est égale ou supérieure à 7 kilomètres carrés.

La clé de répartition entre communes basée sur cet indicateur se calcule pour chacune des z communes éligibles ' c_{ei} ' de la manière suivante :

$$Part_{c_{ei}} = \frac{Dens_{pop_cor_{c_{ei}}} \cdot Coef_{com_{c_{ei}}}}{\sum_{k=1}^z \{Dens_{pop_cor_k} \cdot Coef_{com_k}\}}$$

».

B.2.2. Artikel 2 der Ordonnanz vom 27. Juli 2017 bestimmt:

« Pour l'application de la présente ordonnance conjointe, il y a lieu d'entendre par :

1° Population : population de droit telle que publiée annuellement au *Moniteur belge* par le Service Public fédéral Économie, PME, classes moyennes et énergie;

2° Population de X ans à Y ans : population âgée de X ans révolus à Y ans révolus à la date de comptage de cette même population;

3° Pop c : population de la commune c ;

[...]

7° Superficie corrigée : superficie de la commune concernée [de] laquelle on a soustrait la superficie des secteurs statistiques (tels que fixés à l'Annexe I) peu denses. La superficie corrigée (sup_cor) en km² prise en compte est donnée dans le tableau suivant :

Commune	Superficie corrigée (km ²)
Anderlecht	14,00656
Auderghem	4,32838
Berchem-Sainte-Agathe	2,94958
Ville de Bruxelles	19,60526
Etterbeek	3,09439
Evere	3,80189
Forest	3,77359
Ganshoren	1,85333
Ixelles	6,07832
Jette	3,83757
Koekelberg	0,98982
Molenbeek-Saint-Jean	5,16172
Saint-Gilles	2,2815
Saint-Josse-ten-Noode	1,0191
Schaerbeek	7,50272
Uccle	17,31068
Watermael-Boitsfort	4,55678
Woluwe-Saint-Lambert	7,22484
Woluwe-Saint-Pierre	7,28851

8° Crèches communales : lieux d'accueil de la petite enfance (crèches ou accueillantes) reconnus par Kind en Gezin ou l'Office de la Naissance et de l'Enfance et organisés directement par la commune ou via une ASBL communale ou du CPAS;

[...]

11° K : indice de la somme des termes successifs des communes;

[...] ».

B.2.3. Die Anlage I der Ordonnanz vom 27. Juli 2017 trägt die Überschrift « Liste der statistischen Sektoren, die der kleinsten von der Generaldirektion der Statistik und der Wirtschaftsinformation des Föderalen Öffentlichen Dienstes Wirtschaft, Kleine und Mittlere Betriebe, Mittelstand und Energie festgelegten Gebietsunterteilung entsprechen ».

Sie ist eine Tabelle, in der die Sektoren für jede der neunzehn Gemeinden der Region Brüssel-Hauptstadt und für diesen Sektoren ein Code, die Nummer des « Stadtviertels », zu dem sie gehören, und die Fläche in Quadratkilometern aufgelistet sind.

B.2.4. Die « korrigierten Flächen », die für jede Gemeinde in der Tabelle in Artikel 2 Nr. 7 der Ordonnanz vom 27. Juli 2017, die in B.2.2 wiedergegeben wurde, erwähnt sind, ergeben sich aus der Addition der Flächen der statistischen Sektoren jeder Gemeinde, die in der Tabelle der « Anlage I » der Ordonnanz aufgeführt sind.

In Bezug auf die Zulässigkeit der Klage

B.3. Wenn eine Nichtigkeitsklage von einer juristischen Person beim Gerichtshof eingereicht wird, muss diese grundsätzlich den Nachweis beibringen können, dass der Klageerhebungsbeschluss von dem zuständigen Organ gefasst wurde (Artikel 7 Absatz 3 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof). Diese Regel verfolgt das Ziel, dem Gerichtshof und den Parteien die Überprüfung zu ermöglichen, ob die Klage ordnungsgemäß erhoben wurde.

B.4. Artikel 270 Absätze 1 und 2 des Neuen Gemeindegesetzes, das auf die Gemeinden der Brüsseler Region weiterhin anwendbar ist, bestimmte vor dem Inkrafttreten von Artikel 80 der Ordonnanz der Region Brüssel-Hauptstadt vom 17. Juli 2020 « zur Abänderung des Neuen Gemeindegesetzes »:

« Le collège des bourgmestre et échevins [...] intente les actions en référé et les actions possessoires; il fait tous actes conservatoires ou interruptifs de la prescription et des déchéances.

Toutes autres actions dans lesquelles la commune intervient comme demanderesse ne peuvent être intentées par le collège qu'après autorisation du conseil communal ».

B.5. Die klagende Gemeinde hat ihrer Klageschrift in zweckdienlicher Weise eine Abschrift eines Beschlusses ihres Gemeinderats vom 7. September 2017 sowie eine Abschrift eines Beschlusses ihres Bürgermeister- und Schöffenkollegiums vom 12. September 2017 beigefügt.

Aus dem ersten Dokument geht hervor, dass der Gemeinderat das vorerwähnte Kollegium ermächtigt hat, eine Klage auf Nichtigerklärung der Ordonnanz vom 27. Juli 2017 zu erheben. Aus dem zweiten Dokument geht hervor, dass das Bürgermeister- und Schöffenkollegium beschlossen hat, diese Klage zu erheben.

Der Umstand, dass in den im Beschluss des Gemeinderats erwähnten Gründen ausschließlich die in Artikel 2 Nr. 7 und 6 Nr. 10 dieser Ordonnanz aufgeführten Regeln kommentiert werden, kann die Tragweite dieser dem Kollegium vom Rat erteilten Ermächtigung nicht auf diese Bestimmungen beschränken.

B.6. Insofern die Nichtigkeitsklage Artikel 2 Nr. 8 und Artikel 6 Nr. 6 und 7 dieser Ordonnanz zum Gegenstand hat, kann sie nicht aus dem Grund für unzulässig erklärt werden, dass das Bürgermeister- und Schöffenkollegium der klagenden Gemeinde nicht ermächtigt worden wäre, beim Gerichtshof die Nichtigerklärung dieser Bestimmungen im Namen dieser Gemeinde zu beantragen.

In Bezug auf die Zuständigkeit des Gerichtshofes

B.7. Der erste Klagegrund ist aus einem Verstoß gegen unter anderem die Artikel 33, 105 und 108 der Verfassung abgeleitet.

B.8. Aufgrund von Artikel 142 Absatz 2 der Verfassung und Artikel 1 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 ist der Gerichtshof dazu befugt, über Klagen auf Nichtigerklärung einer in Artikel 134 der Verfassung erwähnten Regel wegen Verletzung der Regeln, die durch die Verfassung oder aufgrund der Verfassung für die Bestimmung der jeweiligen Zuständigkeiten der Föderalbehörde, der Gemeinschaften und der Regionen festgelegt sind, und wegen Verletzung der Artikel von Titel II (« Die Belgier und ihre Rechte ») und der Artikel 143 § 1, 170, 172 und 191 der Verfassung zu befinden.

B.9.1. Artikel 33 der Verfassung bestimmt:

« Alle Gewalten gehen von der Nation aus.

Sie werden in der durch die Verfassung bestimmten Weise ausgeübt ».

Artikel 105 der Verfassung bestimmt:

« Der König hat keine andere Gewalt als die, die ihm die Verfassung und die aufgrund der Verfassung selbst ergangenen besonderen Gesetze ausdrücklich übertragen ».

Artikel 108 der Verfassung bestimmt:

« Der König erlässt die zur Ausführung der Gesetze notwendigen Verordnungen und Erlasse, ohne jemals die Gesetze selbst aussetzen noch von ihrer Ausführung entbinden zu dürfen ».

B.9.2. Keine der vorerwähnten Verfassungsbestimmungen enthält eine Regel, die zum Gegenstand hat, die jeweiligen Zuständigkeiten der Föderalbehörde und der Gliedstaaten zu bestimmen.

Der Gerichtshof ist somit nicht befugt, über die Einhaltung der darin enthaltenen Regeln zu befinden.

B.10. Insoweit der erste Klagegrund aus einem Verstoß gegen die Artikel 33, 105 und 108 der Verfassung abgeleitet ist, ist die Klage unzulässig.

In Bezug auf die Zulässigkeit des dritten Klagegrunds

B.11. Nach Artikel 6 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof muss in einem Klagegrund, damit er zulässig ist, unter anderem dargelegt sein, inwiefern die angefochtene Bestimmung mit der Regel, gegen die ein Verstoß angeführt wird, unvereinbar wäre.

B.12. In der Darlegung des dritten Klagegrunds ist nicht dargelegt, inwiefern Artikel 6 Nr. 7 der Ordonnanz vom 27. Juli 2017 mit den Artikeln 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit dem Grundsatz der Rechtssicherheit unvereinbar wäre.

B.13. Insoweit dieser Klagegrund aus einem Verstoß gegen diese Regeln abgeleitet ist, ist er unzulässig.

In Bezug auf die Zulässigkeit des Ergänzungsschriftsatzes

B.14. Durch Anordnung vom 23. September 2020 hat der Gerichtshof die klagende Gemeinde gebeten, spätestens am 29. Oktober 2020 einen Ergänzungsschriftsatz einzureichen und diesen Schriftsatz innerhalb der gleichen Frist der Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt und dem Vereinigten Kollegium der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission zu übermitteln.

B.15. Die klagende Gemeinde hat das Schreiben mit dem genannten Schriftsatz am 28. Oktober 2020 bei der Post aufgegeben. Der Gerichtshof hat es am 29. Oktober 2020 erhalten.

Aus einem von der Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt und vom Vereinigten Kollegium der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission vorgelegten Dokument geht hervor, dass dieser Schriftsatz ihnen von der klagenden Partei erst durch elektronische Versendung am 30. Oktober 2020 übermittelt wurde. Dieser Schriftsatz wurde daher der Regierung und dem Kollegium nicht innerhalb der in der Anordnung des Gerichtshofes vom 23. September 2020 gesetzten Frist übermittelt.

B.16. Artikel 83 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, ersetzt durch Artikel 24 des Sondergesetzes vom 4. April 2014, bestimmt:

« Die in den Artikeln 71 Absatz 2, 72 Absatz 2, 85, 87 und 89 erwähnten Schriftsätze, die nicht innerhalb der durch vorliegendes Gesetz vorgesehenen Fristen eingereicht worden sind, werden aus der Verhandlung ausgeschlossen ».

B.17. Der von der klagenden Gemeinde eingereichte Ergänzungsschriftsatz ist in Artikel 90 Absatz 2 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 erwähnt, der die Bestimmung ist, auf deren Grundlage der Gerichtshof die Anordnung vom 23. September 2020 erlassen hat.

Durch diese Bestimmung wird der Gerichtshof nicht ermächtigt, einen Schriftsatz aus dem Grund aus der Verhandlung auszuschließen, dass er einer anderen Partei verspätet übermittelt worden wäre.

B.18. Zudem hat die Verspätung, mit der die klagende Gemeinde ihren Ergänzungsschriftsatz der Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt und dem Vereinigten Kollegium der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission übermittelt hat, nur geringe Auswirkungen auf die Ausübung der Verteidigungsrechte dieser Behörden gehabt.

Die Anordnung vom 23. September 2020 gewährleistete nämlich, dass diese über fast zwanzig Tage verfügten, um ihren Erwidierungsergänzungsschriftsatz vorzubereiten. Im vorliegenden Fall hat die Verspätung, mit der der Schriftsatz der klagenden Gemeinde übermittelt wurde, diese Frist um nicht mehr als einen Tag verringert.

B.19. Der Ergänzungsschriftsatz der klagenden Gemeinde ist zulässig.

Zur Hauptsache

In Bezug auf den ersten Klagegrund

B.20. Aus der Darlegung des Klagegrunds geht hervor, dass der Gerichtshof gebeten wird, über die Vereinbarkeit von Artikel 2 Nr. 7 der Ordonnanz vom 27. Juli 2017 mit den Artikeln 10 und 11 der Verfassung zu befinden, insofern die angefochtene Bestimmung, ohne dass hierfür eine vernünftige Rechtfertigung besteht, zu einem Behandlungsunterschied zwischen einerseits den Gemeinden, deren Gebiet mindestens einen « dünn besiedelten Sektor » hat, und andererseits den Gemeinden, deren Gebiet keinen Sektor dieser Art hat, führen würde.

Indem sie die Fläche der erstgenannten Gemeinden reduziert, erhöht die angefochtene Bestimmung ihre Bevölkerungsdichte und somit ihr Gewicht bei der Verteilung des Anteils der « allgemeinen Dotation an die Gemeinden zur Sicherstellung der allgemeinen Finanzierung der Gemeinden der Region Brüssel-Hauptstadt » im Zusammenhang mit der « korrigierten Bevölkerungsdichte » in Anwendung von Artikel 6 Absatz 1 Nr. 10 der Ordonnanz vom 27. Juli 2017, was die logische Folge hat, dass sich das Gewicht der letztgenannten Gemeinden bei dieser Verteilung verringert.

B.21.1. Die « korrigierte Fläche » eines Gemeindegebiets wird berechnet, indem von der tatsächlichen Fläche dieses Gebiets die Fläche der « dünn besiedelten statistischen Sektoren », die diese Gemeinde hat, abgezogen wird (Artikel 2 Nr. 7 der Ordonnanz vom 27. Juli 2017).

Die « korrigierte Fläche » des Gebiets einer Gemeinde, die keinen « dünn besiedelten statistischen Sektor » hat, entspricht somit immer der tatsächlichen Fläche dieses Gebiets, während die « korrigierte Fläche » des Gebiets einer Gemeinde, die mindestens einen « dünn besiedelten statistischen Sektor » hat, immer geringer ist als die tatsächliche Fläche dieses Gebiets.

B.21.2. Der Wert der « korrigierten Fläche » des Gemeindegebiets wirkt sich auf die Höhe der Rechte aus, die die Gemeinde an dem Teil der allgemeinen Dotation an die Gemeinden, der aufgrund der « korrigierten Bevölkerungsdichte » verteilt werden muss, beanspruchen kann.

Aufgrund der in Artikel 6 Nr. 10 der Ordonnanz vom 27. Juli 2017 enthaltenen Regeln führt eine « korrigierte Fläche », die geringer ist als die tatsächliche Fläche, dazu, dass sich die betroffene Gemeinde in einer günstigeren Situation befindet als bei einer « korrigierten Fläche », die ihrer tatsächlichen Fläche entspricht, sowohl bei der Berechnung zur Bestimmung, welche Gemeinden Anspruch auf einen Anteil an dem vorerwähnten Teil der Dotation haben, als auch bei der Berechnung der Höhe des Anteils der Gemeinden, die einen solchen Anspruch haben.

Eine geringere « korrigierte Fläche » des Gemeindegebiets als die tatsächliche Fläche des Gebiets hat nicht nur zur Folge, dass die Wahrscheinlichkeit für die Gemeinde steigt, zur Teilung des vorerwähnten Teils der Dotation zugelassen zu werden, sondern auch dass sich der Anteil der für diese Teilung zugelassenen Gemeinde erhöht (Artikel 6 Nr. 10 der Ordonnanz vom 27. Juli 2017).

B.21.3. Die Definition der « korrigierten Fläche » führt somit zu einem Behandlungsunterschied zwischen den zwei in B.20 erwähnten Gemeindekategorien.

B.22.1. Der « dünn besiedelte statistische Sektor » ist in der Ordonnanz vom 27. Juli 2017 nicht definiert.

B.22.2. Aus der Überschrift der Anlage I der Ordonnanz vom 27. Juli 2017 geht hervor, dass ein « statistischer Sektor » die « kleinsten von der Generaldirektion der Statistik und der Wirtschaftsinformation des Föderalen Öffentlichen Dienstes Wirtschaft, Kleine und Mittlere Betriebe, Mittelstand und Energie festgelegte Gebietsunterteilung » ist.

B.22.3. Unter Berücksichtigung der in den Artikeln 2 Nr. 7 und 6 Nr. 10 der Ordonnanz vom 27. Juli 2017 verwendeten Begriffe sowie der in ihrer Anlage I aufgelisteten Daten ist anzunehmen, dass die in dem Begriff « dünn besiedelter statistischer Sektor » gemeinte Dichte die Bevölkerungsdichte des statistischen Sektors ist, das heißt die durchschnittliche Anzahl an Einwohnern pro Quadratkilometer dieses Sektors. Diese Dichte kann anhand von anderen objektiven Daten objektiv bestimmt werden, die die Fläche des fraglichen « statistischen Sektors » und die Anzahl der Einwohner dieser Unterteilung des Gebiets sind.

Hingegen ist es unmöglich, auf der Grundlage des Wortlauts der Ordonnanz vom 27. Juli 2017 objektiv zu bestimmen, was ein « dünn » besiedelter statistischer Sektor oder anders ausgedrückt ein « statistischer Sektor », dessen Bevölkerungsdichte gering ist, ist. In der Anlage I der Ordonnanz vom 27. Juli 2017 ist auch nicht angegeben, welche die « dünn besiedelten statistischen Sektoren » sind.

B.22.4. Der in B.20 beschriebene Behandlungsunterschied beruht daher nicht auf einem objektiven Kriterium.

B.23. Insofern der erste Klagegrund aus einem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung abgeleitet ist, ist er begründet. Folglich ist Artikel 2 Nr. 7 der Ordonnanz vom 27. Juli 2017 für nichtig zu erklären.

In Bezug auf den zweiten Klagegrund

B.24. Aus der Darlegung des Klagegrunds geht hervor, dass der Gerichtshof gebeten wird, über die Vereinbarkeit von Artikel 2 Nr. 8 der Ordonnanz vom 27. Juli 2017 mit den Artikeln 10 und 11 der Verfassung zu befinden, insofern dadurch, dass als « Betreuungsstandorte für Kleinkinder » nur « Kinderkrippen » und « Tagesmütter » erwähnt werden, die angefochtene Bestimmung zu einem Behandlungsunterschied zwischen zwei Kategorien von Gemeinden führen würde, die Betreuungsstandorte für Kleinkinder organisieren: einerseits diejenigen, die eine Kinderkrippe oder einen konventionierten Tagesmütterdienst im Sinne des Erlasses der Regierung der Französischen Gemeinschaft vom 27. Februar 2003 « zur allgemeinen Regelung der Betreuungszentren » organisieren, und andererseits diejenigen, die einen « Kindergarten » (« pré-gardiennat ») oder ein « kommunales Kinderbetreuungshaus » in Sinne desselben Erlasses organisieren.

B.25. In der angefochtenen Bestimmung wird die « kommunale Kinderkrippe » definiert, die für die Berechnung in Artikel 6 Nr. 6 der Ordonnanz vom 27. Juli 2017, die in B.2.1 wiedergegeben wurde, zu berücksichtigen ist.

Im ersten Element dieser Definition ist angegeben, dass es sich um einen « Betreuungsstandort für Kleinkinder (Kinderkrippe oder Tagesmütter) » handeln muss.

B.26. Vor seiner Aufhebung durch einen Erlass vom 22. Mai 2019 war im Erlass der Regierung der Französischen Gemeinschaft vom 27. Februar 2003 das « Betreuungszentrum » als « natürliche oder juristische Person, die nicht dem familiären Lebensumfeld des Kindes angehört und die Kinder unter sechs Jahren extern und regelmäßig betreut » definiert (Artikel 1 Nr. 4).

In diesem Erlass vom 27. Februar 2003 wurden auch verschiedene Arten von Betreuungszentren unterschieden und definiert, darunter die « Kinderkrippe » (Artikel 2 Nr. 1), der « Kindergarten » (Artikel 2 Nr. 2), das « kommunale Kinderbetreuungshaus » (Artikel 2 Nr. 3) und der « konventionierte Tagesmutter/-vaterdienst » (Artikel 2 Nr. 6).

B.27. Weder aus dem Text noch aus den Vorarbeiten zu Artikel 2 Nr. 8 der Ordonnanz vom 27. Juli 2017 geht hervor, dass die Wörter « Kinderkrippen » und « Tagesmütter », die in dieser Bestimmung verwendet werden, so zu verstehen sind, dass sie nur die « Kinderkrippe » und den « konventionierten Tagesmutter/-vaterdienst » im Sinne von Artikel 2 des Erlasses der Regierung der Französischen Gemeinschaft vom 27. Februar 2003 bezeichnen.

Überdies betrifft nach der Formulierung der angefochtenen Bestimmung der Begriff « kommunale Kinderkrippen » auch Betreuungsstandorte für Kleinkinder, die von « Kind en Gezin », einer Behörde, die zur Flämischen Gemeinschaft gehört und die somit dem vorerwähnten Erlass nicht unterliegt, anerkannt sind.

B.28. Vor dem Gerichtshof legen die Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt und das Vereinigte Kollegium der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission dar, dass die Wörter « Kinderkrippen » und « Tagesmütter », die in Artikel 2 Nr. 8 der Ordonnanz vom 27. Juli 2017 verwendet werden, nicht so zu verstehen sind, dass sie bedeuteten, dass nur Kinderkrippen und « konventionierte Tagesmutter/-vaterdienste » im Sinne des Erlasses vom 27. Februar 2003 Betreuungsstandorte für Kleinkinder seien, die als kommunale Kinderkrippen im Sinne dieser Bestimmung angesehen werden könnten.

Sie führen an, dass der « Kindergarten » und das « kommunale Kinderbetreuungshaus » im Sinne desselben Erlasses auch Betreuungsstandorte für Kleinkinder seien, die als « kommunale Kinderkrippen » einzustufen seien, die für die Berechnung der Verteilung der allgemeinen Dotation an die Gemeinden, die in Artikel 6 Nr. 6 der Ordonnanz beschrieben ist, zu berücksichtigen seien.

Folglich führt die angefochtene Bestimmung nicht zu einem Behandlungsunterschied zwischen den in B.24 erwähnten Gemeindekategorien.

B.29. Der zweite Klagegrund ist unbegründet.

In Bezug auf den dritten Klagegrund

B.30. Aus der Darlegung des Klagegrunds geht hervor, dass die klagende Gemeinde den Ausdruck « Schulbevölkerung pro Gemeinde », der in dem in B.2.1 wiedergegebenen Artikel 6 Nr. 7 der Ordonnanz vom 27. Juli 2017 enthalten ist, dahin auslegt, dass er die Anzahl der für Schüler in den Unterrichtsanstalten für Vorschul-, Primar- und Sekundarunterricht verfügbaren Plätze im Gebiet einer Gemeinde bezeichnet.

B.31.1. Das Wort « Bevölkerung » bezeichnet jedoch eine Personengruppe.

B.31.2. Das Wort « Schulbevölkerung », das in Artikel 6 Nr. 7 der Ordonnanz vom 27. Juli 2017 verwendet wird, bezeichnet nicht eine Anzahl von Plätzen in den Schulen (*Parl. Dok.*, Parlament der Region Brüssel-Hauptstadt, 2016-2017, Nr. 537/2, S. 38).

B.32. Da der dritte Klagegrund auf einer falschen Auslegung der angefochtenen Bestimmung beruht, ist er unbegründet, insoweit er aus einem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung abgeleitet ist.

In Bezug auf die Folgen der Nichtigerklärung von Artikel 2 Nr. 7 der Ordonnanz der Region Brüssel-Hauptstadt vom 27. Juli 2017

Was die Ordonnanz der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission vom 27. Juli 2017 « zur Festlegung der Regeln zur Verteilung der allgemeinen Dotation an die Gemeinden und ÖSHZen der Region Brüssel-Hauptstadt ab dem Jahr 2017 » betrifft

B.33. Die Ordonnanz der Region Brüssel-Hauptstadt vom 27. Juli 2017 ist identisch mit einer Ordonnanz, die von der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission in Anwendung von Artikel 92bis/1 § 1 und 2 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen in Verbindung mit den Artikeln 42 und 63 Absätze 1 und 6 bis 9 des Sondergesetzes vom 12. Januar 1989 über die Brüsseler Institutionen mit ihr zusammen angenommen wurde.

B.34. Aus der Verbindung dieser Bestimmungen mit Artikel 8 Absatz 2 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof ergibt sich, dass der Gerichtshof, wenn er eine Bestimmung einer Ordonnanz der Region Brüssel-Hauptstadt, die zusammen mit einer identischen Ordonnanz der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission angenommen wurde, für nichtig erklärt, ebenfalls die identische Bestimmung der von dieser Kommission angenommenen Ordonnanz für nichtig erklären muss.

Artikel 2 Nr. 7 der Ordonnanz der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission vom 27. Juli 2017 « zur Festlegung der Regeln zur Verteilung der allgemeinen Dotation an die Gemeinden und ÖSHZen der Region Brüssel-Hauptstadt ab dem Jahr 2017 » ist daher auch für nichtig zu erklären.

In Bezug auf die Aufrechterhaltung der Folgen der für nichtig erklärten Bestimmungen

B.35. Artikel 8 Absatz 6 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof bestimmt:

« Wenn der Verfassungsgerichtshof es für notwendig erachtet, gibt er im Wege einer allgemeinen Verfügung die Folgen der für nichtig erklärten Bestimmungen an, die als endgültig zu betrachten sind oder für die von ihm festgelegte Frist vorläufig aufrechterhalten werden ».

B.36.1. Die beiden Ordonnanzen vom 27. Juli 2017 wurden ab dem 1. September 2017 wirksam (Artikel 22).

Artikel 2 Nr. 7 dieser Ordonnanzen wurde also bereits mehrmals bezüglich der Verteilung des mit der korrigierten Bevölkerungsdichte verbundenen Anteils der allgemeinen Dotation unter den neunzehn Gemeinden der Brüsseler Region gemäß Artikel 6 Nr. 10 derselben Ordonnanzen angewandt.

B.36.2. Infolge der Nichtigerklärung von Artikel 2 Nr. 7 der Ordonnanzen vom 27. Juli 2017 könnte die Rechtmäßigkeit der Verwaltungsakte zur Verteilung dieses Anteils der allgemeinen Dotation angefochten und bestimmte Gemeinden könnten in diesem Zusammenhang eine Aufforderung zur Rückzahlung zumindest eines Teils der Beträge, die ihnen in diesen letzten Jahren in Anwendung der für nichtig erklärten Gesetzesbestimmungen diesbezüglich gezahlt wurden, erhalten.

Eine solche Rückzahlungsaufforderung könnte diese Gemeinden in finanzielle Schwierigkeiten bringen.

B.36.3. Die Nichtigerklärung von Artikel 2 Nr. 7 der Ordonnanzen vom 27. Juli 2017 hat zudem zur Folge, dass die « korrigierte Fläche », die für die Anwendung von Artikel 6 Nr. 10 derselben Ordonnanzen zu berücksichtigen ist, nicht mehr definiert ist, sodass es weder für die Vergangenheit noch für die Zukunft noch möglich ist, die « korrigierte Bevölkerungsdichte » der Gemeinden zu berechnen; diese Daten sind aber für die Verteilung des in dieser Bestimmung erwähnten Anteils der allgemeinen Dotation unerlässlich.

Es ist daher der gesetzgebenden Gewalt der Region Brüssel-Hauptstadt und der gesetzgebenden Gewalt der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission die notwendige Zeit einzuräumen, um an den vorerwähnten Ordonnanzen die für die Verteilung dieses Anteils der allgemeinen Dotation zweckdienlichen Abänderungen vorzunehmen.

Die den Gemeinden im Rahmen der Verteilung dieser Dotation zuerkannten Beträge werden nach « Dreijahresperioden » berechnet (Artikel 5 und 8 bis 11 der Ordonnanzen vom 27. Juli 2017). Eine Dreijahresperiode beginnt am 1. Januar eines Haushaltsjahres und endet am 31. Dezember des darauf folgenden zweiten Haushaltsjahres (Artikel 2 Nr. 10 derselben Ordonnanzen). Da die erste Dreijahresperiode am 1. Januar 2016 begonnen hat (Artikel 16 derselben Ordonnanzen), endete sie am 31. Dezember 2018. Die zweite Dreijahresperiode wird also am 31. Dezember 2021 enden.

Aus diesen Gründen:

Der Gerichtshof

- erklärt Artikel 2 Nr. 7 der Ordonnanz der Region Brüssel-Hauptstadt vom 27. Juli 2017 « zur Festlegung der Regeln zur Verteilung der allgemeinen Dotation an die Gemeinden und ÖSHZen der Region Brüssel-Hauptstadt ab dem Jahr 2017 » für nichtig;

- erklärt Artikel 2 Nr. 7 der Ordonnanz der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission vom 27. Juli 2017 « zur Festlegung der Regeln zur Verteilung der allgemeinen Dotation an die Gemeinden und ÖSHZen der Region Brüssel-Hauptstadt ab dem Jahr 2017 » für nichtig;

- erhält die Folgen der für nichtig erklärten Bestimmungen bis einschließlich 31. Dezember 2021 aufrecht;

- weist die Klage im Übrigen zurück.

Erlassen in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, am 28. Januar 2021.

Der Kanzler,
P.-Y. Dutilleul

Der Präsident,
F. Daoût